



EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Mairie de Blaye (33390)

L'an deux mille quatorze le 4 mars, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 25 février 2014, sous la présidence de Monsieur DENIS BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Mme LE TORRIELLEC, Adjoint, Mme NEBOIT, M. CUARTERO, Mme FLORENTIN, M. VERDIER, Mme DELMAS SAINT HILAIRE, M. ELIAS, Mme BERTET, Mme DUBOURG, M. GEDON, M. LIMINIANA, M. GARAUDY, Conseillers Municipaux.

Etaient excusés et représentés par pouvoir:

Mme CASTETS à Mme MERCHADOU, M. LACOSTE à M. LIMINIANA

Etaient excusés:

M. RENAUD, Mme BERGEON, M. ROUX

Etaient absents:

M. GRENIER, M. LAMARCHE

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, Mme LE TORRIELLEC est élue secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27

Conseillers présents : 20

Conseillers votants : 22

Pour : 22

Contre : 0

Abstention : 0

1 – TAXE DE SÉJOUR- CONVENTION POUR L'ENCAISSEMENT DE LA TAXE PAR LA COMMUNE POUR LE COMPTE DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU CANTON DE BLAYE
--

Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité

La Communauté de Communes du Canton de Blaye (CCB), par délibération en date du 18 juin 2013, a instauré la taxe de séjour forfaitaire.

Cette taxe s'applique :

- aux hôtels,
- aux résidences de tourisme, meublés de tourisme,
- et terrains de camping, de caravanage et tout autre terrain d'hébergement de plein air.

La commune étant propriétaire d'un camping, peut, par le biais du régisseur, encaisser cette taxe de séjour auprès des personnes y séjournant pour le compte de la CCB.

Il convient donc d'établir une convention entre la Commune et la CCB.

Il est proposé au conseil municipal d'autoriser Monsieur le Maire à signer cette convention.

La commission n°1 (Finances - Personnel - Administration Générale) s'est réunie le 25 février 2014 et a émis un avis favorable .

La commission n°7 (Politique Economique - Commerce/artisanat - Tourisme - Emploi - Unesco - Services Publics - Transports - Foires/marchés) s'est réunie le 20 février 2014 et a émis un avis favorable.

Fait et adopte à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits:

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu
à la Sous-Préfecture le 07/03/14
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-
20140304-10363-AU-1-1

Pour le Maire empêché,
Monsieur FRANCIS RIMARK

